

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

SAMEDI 6 OCTOBRE 1984

N° 270

PRIX : ANTILLES 2,50 F
FRANCE 3 F

Editorial

PROTESTATIONS ET GREVES POUR LA DIGNITE ET CONTRE LE RACISME.

Les grèves pour la dignité sont de plus en plus nombreuses en Guadeloupe et en Martinique, où on l'a vu récemment les travailleurs d'un super marché de Fort de France ont arrêté le travail pour exiger des excuses d'un chef qui avait manqué de respect à une employée. En Guadeloupe, outre le respect et la dignité qui sont en jeu, souvent les conflits dans les entreprises prennent un aspect racial. Et cela même si, au départ il ne s'agit pas d'affaire de racisme.

Car si dans beaucoup d'entreprises dirigées et encadrées par un personnel blanc les problèmes de dignité se posent, ils ne sont pas propres uniquement à ces entreprises. Dans certaines entreprises (beaucoup plus rares évidemment) ou services publics dirigés par des Noirs, il y a aussi beaucoup de problèmes de dignité posés. En plus évidemment des problèmes posés à l'occasion de luttes économiques des travailleurs.

Mais de fait, le plus grand nombre d'entreprises et de services publics étant dirigés par des Blancs, il se trouve que dans la majeure partie des cas on se trouve dans la situation où des travailleurs noirs s'affrontent à des patrons ou cadres blancs.

A l'hostilité et au conflit naturel, classique entre ouvriers et patrons peut ou non s'ajouter la question raciale.

Tous les Blancs qui travaillent et dirigent ici sont-ils racistes ? Probablement pas. Un grand nombre l'est certainement. Mais aller distinguer si dans l'arrogance ou le mépris d'un cadre ou d'un patron envers des travailleurs il y a ou pas du racisme cela devient très difficile voire même impossible. Les travailleurs noirs ont alors tout à fait le droit dans ces cas de suspecter ceux-ci de racisme et de le combattre en tant que tel.

Mais cela ne veut pas dire que si ces patrons et cadres étaient noirs, il n'y aurait pas eu la même arrogance ou le même mépris !

L'affaire de la CGM où un syndicaliste noir est battu par trois officiers blancs d'un navire, l'affaire du contremaître de la SATOM, celle de Jarry où un contremaître blanc a lancé du gaz lacrymogène au visage d'un travailleur venu faire des réclamations ont toutes été prises comme des affaires de racisme, et ont provoqué de vives protestations des travailleurs.

Suite page 4

Gosier: LES HABITANTS EN ONT RAS. LE BOL

Lundi matin 1er Octobre dernier les automobilistes en provenance de Ste-Anne et de St-François ne purent franchir la commune de Gosier en direction de Pointe-à-Pitre. Tous les accès conduisant vers la ville à partir de Gosier étaient bouchés.

Ainsi en avaient décidé des associations de jeunes, Maison des jeunes, Association sportive du Gosier, le Comité populaire du bourg, l'Union des jeunes de Pliane, les marins pêcheurs qui furent nombreux à organiser le barrage.

Le barrage qui dura de 6 heures à 8 heures 30 occasionna suffisamment de perturbations pour ne pas passer inaperçu.

Cette manifestation, c'est la façon dont les pêcheurs, les jeunes et une large fraction de la population du Gosier avaient choisi de protester contre l'installation d'une entreprise d'extraction de sable à Petit-Havre, une plage de la commune.

Auparavant différents tracts avaient circulé dans le public faisant nettement savoir la désapprobation des habitants du Gosier face à l'installation de la sa-

blière. Le maire même de la commune, le docteur Hélène avait menacé de démissionner si le projet voyait le jour. Notons en passant qu'il n'a toujours pas démissionné, alors que l'exploitation du sable a commencé il y a déjà plusieurs semaines.

En organisant donc le barrage lundi dernier, les participants avaient conscience que les protestations écrites ou verbales ne suffisaient pas, et qu'il fallait passer à un autre stade.

Le barrage permit aux habitants de faire connaître plus largement leur point de vue en même temps que leur profond mécontentement contre l'installation de la dite sablière.

Au cours même du barrage un tract était diffusé aux automobilistes faisant le point sur cette affaire et disant l'opposition de la population du Gosier à la poursuite de l'extraction de sable à Petit-Havre.

Les habitants du Gosier sont d'autant plus mécontents que selon certaines prévisions, l'extraction en aussi grande quantité du sable constituerait un danger pour les fonds marins. De

plus il existe un rapport fait par des universitaires de Fouillole qui s'oppose de façon formelle à l'extraction du sable dans la zone en question.

Le préfet n'ayant donc pas obtenu un avis favorable de ces enseignants et géologues a cru bien faire en s'adressant à un organisme de la région de Nantes qui, lui, a autorisé l'extraction en promettant d'en étudier par la suite les conséquences. C'est donc tout cela, toute cette attitude méprisante du préfet qui a fait déborder le vase et expliquer la détermination de ceux qui lundi dernier ont organisé le barrage. Quand l'on sait qu'en plus de cette affaire de sablière, des habitants de grand-baie toujours dans la même commune sont menacés de perdre leurs maisons et d'être expropriés parce qu'un groupe hôtelier pense y implanter un complexe hôtelier, l'on comprend aisément le ras-le-bol des populations de cette commune qui commencent à prendre conscience que c'est avant tout sur elles-mêmes qu'elles doivent compter, si elles ne veulent pas être bientôt étrangères à leur propre commune.

Centre Hospitalier de Pointe à Pitre : LA GREVE SE POURSUIT



La grève des agents du service administratif du centre hospitalier de Pointe-à-Pitre se poursuit au moment où nous écrivons.

Depuis la décision prise par le dernier conseil d'administration d'annuler le concours externe du 20 juin aucun élément nouveau n'est survenu. Le directeur de la DDASS, Pierre Reinette, interrogé par les radios a déclaré que selon lui le concours s'était déroulé

dans les conditions prévues par les textes et qu'il n'y avait eu aucune irrégularité.

S'agissant de l'épreuve de Français il a admis qu'il y avait une légère erreur mais avec l'accord des candidats l'épreuve avait été reprise. En conséquence le directeur de la DDASS ne voyait pas de raison de recommencer ni d'annuler le concours.

Cependant il s'est dit disposé à étudier la possibilité d'un concours interne offrant deux postes.

Le préfet pour sa part doit se prononcer le 9 Octobre prochain. Suivra-t-il ou pas le directeur de la DDASS, c'est la question que tout un chacun se pose. Une table ronde était organisée mercredi 3 Octobre avec la participation du directeur de la DDASS, le lauréat du concours, M. Arnolin, la Centrale démocratique martiniquaise du travail, l'UTS.

Au moment où nous écrivons nous ne savons pas encore si un accord a pu intervenir.

En revanche au centre hospitalier même le personnel semble aller dans le sens d'une certaine mobilisation. Différents services ont déjà dit leur accord de rentrer en grève pour soutenir les grévistes du service administratif. Ces derniers eux mêmes semblent déterminés à continuer leur action.

Nul doute que s'ils s'obstinent et s'ils ont l'appui d'autres services ils peuvent obtenir satisfaction.

La semaine dernière, à l'issue de la 39^e Assemblée du Fonds Monétaire international, des experts ont déclaré que les choses n'allaient pas si mal que cela. Selon les éminents dirigeants du «FMI» «Des indicateurs récents montrent que l'activité économique dans le monde se renforce plus vite que nous l'avions prévu il y a six mois». Les experts ont encore déclaré. «La France est sur une voie de reprise économique plus lente que ses partenaires...Cependant, les perspectives semblent meilleures qu'il y a six mois. En France, le produit intérieur brut (PIB) devrait s'accroître de 1,25 % en 1984, et de 1,75 % en 1985»

Par contre, on apprend, qu'il y aurait quand même quelques points noirs. Comme le chômage par exemple ! Voyez vous ça ! Un chômage qui, constate quand même le FMI, a augmenté partout dans les pays industrialisés, sauf aux Etats-Unis.

Mais, pour donner une image rassurante du système, le FMI ne s'étend absolument pas sur ce problème du chômage.

Pourtant, selon un rapport de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique), autre organisme officiel, le chômage devrait encore augmenter dans les pays européens en 1985. L'OCDE prévoit même 2,5 millions de chômeurs en France l'année prochaine !

Au total, l'ensemble des pays de l'OCDE compteraient plus de 31 millions de chômeurs en 85. Certes, ce-



la serait moins important qu'en 1983. Mais ces chiffres montrent néanmoins l'ampleur du mal.

La France, à elle seule passerait d'un taux de chômage de 9,5 % en fin 84, à 11 % en fin d'année 85.

Quant aux USA, si le taux de chômage est tombé officiellement de 9,6 % en 83, à 7,5 % en 84, cela ne résoud absolument pas le problème de la pauvreté qui ne fait que s'accroître dans ce pays.

Un rapport des maires des USA conclut que sur 83 villes étudiées, 63 % d'entre elles ont vu se dégrader énormément les conditions d'existence des classes pauvres. Pour ces dernières, les problèmes élémentaires de logement, chauffage, nourriture quotidienne ne sont pas résolus. Les demandes d'aide sociale ne peuvent plus être satisfaites.

En France aussi la pauvreté augmente. Les soupes populaires voient leur clientèle grossir, ainsi que les organismes d'aide aux indigents, tel le secours catholique. Dans d'autres pays capitalistes, on a observé le même phénomène de paupérisation croissante.

Certes, il n'y a encore rien de comparable avec ce que ces mêmes pays avaient connu lors de la grande crise des années 29-30, mais cela suffit pour être grave.

En fait, lorsque les experts parlent de reprise économique, cela n'a une signification que pour les trusts capitalistes ou pour l'état-Patron, autant de choses qui n'ont rien à voir avec la situation réelle des gens. Ou plutôt, c'est bien en pressurant les peuples, en licenciant, en exigeant de plus en plus de privations que les trusts peuvent

maintenir et accroître leurs énormes profits.

Quand il y a crise, il n'y a pas crise pour tout le monde. Pas pour les gros capitalistes en tout cas.

En France, la liste des licenciements prévus est effrayante. Quelques exemples Alstom Atlantique devrait supprimer 4514 emplois d'ici la fin de 1985, Renault, 15.300 à 20.000 d'ici fin 86, la sidérurgie, 10.000 d'ici 87. Alors bien sûr le gouvernement Fabius parle de «mettre le paquet» pour lutter contre le chômage. On déguise les licenciements en départs en pré-retraite, en retour des immigrés dans leur pays avec une prime, en plan de formation-reconversion sur un ou deux ans...etc...

Pour l'instant, le gouvernement tente tout juste d'éviter la catastrophe. Il ne règle pas le problème. Il ne peut le régler car il travaille dans le respect des intérêts des capitalistes.

Les différents subterfuges que les gouvernements tentent de trouver pour freiner le chômage comme les dernières propositions de Fabius, n'empêchent pas et n'empêcheront pas son aggravation.

Alors, dans l'avenir les émeutes qui éclatent régulièrement dans le monde ne seront plus seulement le fait des pauvres du Brésil, de St-Domingue, du Maroc, et de l'Egypte. Au cœur des puissances capitalistes aussi, les travailleurs et les pauvres se révolteront à un moment donné, car ils n'accepteront pas sans mot dire l'aggravation constante de leurs conditions d'existence.

Livre : TRAVAIL ET TRAVAILLEURS AUX ETATS UNIS

Ce livre de Marianne Debouzy, qui est professeur d'histoire américaine à l'Université d'histoire américaine à faire connaissance avec une partie de la population américaine dont on parle peu, et qui en tout cas n'a pas sa place dans le mythe américain que nous sert la télévision sous la forme de Dallas ou autres Dynastie : il s'agit de la classe ouvrière.

Ou si on a déjà entendu parler des travailleurs américains, c'est pour s'entendre dire qu'ils sont les mieux payés du monde, qu'ils possèdent tous leur petite maison privée équipée de toutes sortes d'appareils ultra-modernes. Seule ombre au tableau : la bourgeoisie n'arrive tout de même pas à cacher que les travailleurs noirs vivent dans des ghettos malsains et délabrés. Mais qu'en est-il exactement de cette Amérique dont la presse et les médias nous donnent le plus souvent la vision bourgeoise, alors que les États-Unis sont le plus avancé des pays capitalistes ?

Si on veut savoir comment travaillent les ouvriers aux États-Unis, quels sont leurs problèmes, le petit livre de M. Debouzy est très utile.

D'abord, un rappel historique de la formation de cette classe ouvrière, à la fin du XIX^e siècle. Cette classe ouvrière est d'origine extrêmement diverse, puisque c'est par dizaines de millions que les immigrants sont arrivés des pays et des régions les plus pauvres de l'Europe à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Composée également des anciens esclaves originaires d'Afrique qui formeront le sous-prolétariat noir américain.

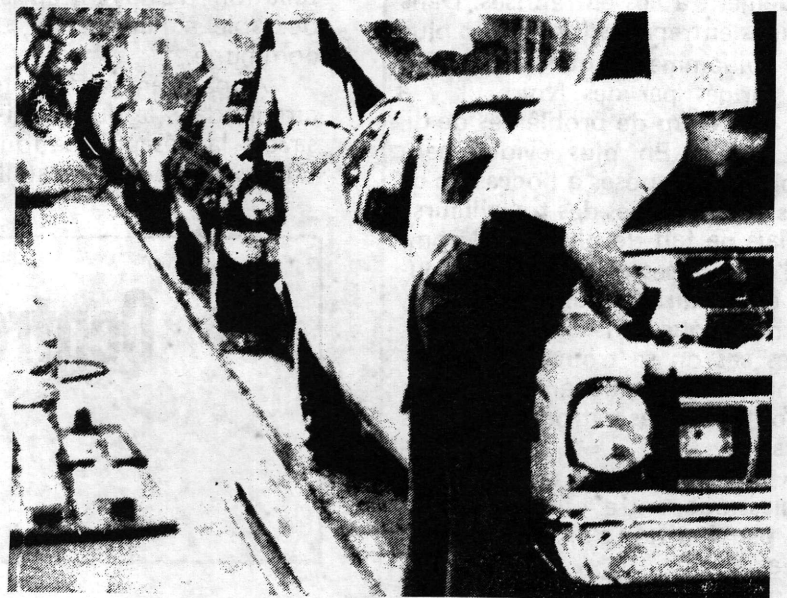
Cette classe ouvrière est organisée dans des syndicats très corporatistes et souvent liés au patronat. Lorsque un certain nombre de travailleurs votent pour la constitution d'un syndicat dans leur entreprise, c'est le pa-

tron qui se charge de prélever le montant de la cotisation syndicale sur leur salaire !

A l'heure actuelle, même si les travailleurs américains restent mieux payés que dans les autres pays du monde, ils sont dans de nombreux secteurs menacés par le chômage. La crise de l'industrie automobile a jeté à la rue des milliers de travailleurs. Pour les travailleurs qui conservent leur emploi, les cadences sont devenues infernales. Et comme la crise fait baisser leur niveau de vie, la plupart d'entre eux font des heures supplémentaires, travaillent dix, douze heures par jour, font des semaines de 52 heures. Et avec cela, ils ne bénéficient pour la plupart que de deux semaines de congés payés.

Et que penser de la célèbre «Silicon valley», chère au cœur des capitalistes du monde entier, symbole du «Progrès» puisqu'elle est vouée à l'électronique ?

Dans ce secteur, 40 % du personnel est composé par des travailleuses, uniquement des femmes, qui sont parmi les plus mal payées des États-Unis, et



qui travaillent pendant des heures exposées aux vapeurs toxiques des bains chimiques, sont victimes d'allergies graves et de troubles de la vision.

Car les femmes restent souvent cantonnées aux emplois non qualifiés et les moins payés. Les emplois les plus pénibles sont réservés aux travailleurs noirs, qui constituent un important pourcentage dans l'industrie automobile par exemple, et aux travailleurs originaires d'Amérique latine et des Caraïbes, ou récemment immigrés. Les capitalistes américains exploitent de façon éhontée les immigrants illégaux venus de pays qu'ils ont eux-mêmes réduits à la pauvreté.

Certains d'entre eux préfèrent d'ailleurs s'installer carrément à la frontière mexicaine pour pouvoir employer des Mexicains pour un salaire de misère.

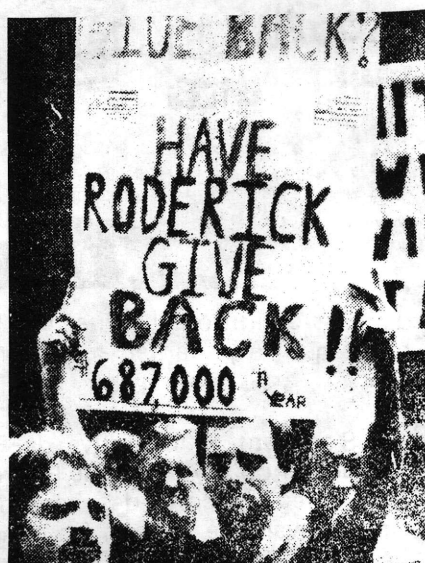
Ce petit livre nous donne bien d'autres informations qui nous montrent qu'aux États-Unis également, les travailleurs vivent dans l'insécurité, avec des

conditions de travail pénibles, et qu'ils subissent la crise économique comme ceux de tous les pays capitalistes. Les renseignements qui nous sont donnés sont très précis, et présentés de façon claire et agréable à lire.

ERREURS :

1) La grève à l'entreprise CETA (Cie ETANCHE-ANTILLES) se déroule à la zone de Jarry (Guadeloupe) et non en Martinique (C O N° 269)

2) Dans CO N° 268, dans l'article sur le personnel de la cantine du Lamentin, nous avons parlé de 40 employés, il s'agit bien de 140 employés.



A la suite de la mobilisation des employés de la CGM, deux officiers sanctionnés.

La direction de la Compagnie Générale Maritime vient de décider du déplacement de deux officiers du navire «Fort Fleur d'Épée». Les deux officiers sanctionnés ne seront plus affectés sur la ligne des Antilles.

Ces deux individus avaient agressé un travailleur, employé à la CGM au service consignation, Fernand Petapermai, alors qu'il montait seul à bord du navire.

Fernand Petapermai, un militant du MASU, avait activement participé à la grève du 29 juillet 84. Au cours de cette grève, les travailleurs de la CGM, avec l'aide du syndicat des camionneurs,

avaient tenté d'immobiliser le navire Fort Fleur d'Épée à quai pour faire céder les patrons de la CGM.

Il semble que depuis cette grève, certains officiers du Fort Fleur d'Épée, et principalement le commandant Petrelluzzi, aient conçu de l'aigreur à l'égard des travailleurs de la CGM et du syndicat le MASU, puisque l'arrogance de ces messieurs aidant, ils ont lâchement agressé un homme isolé, et qui les connaissait à peine, mais qui se trouve être un militant syndical actif.

Les travailleurs du port ont vivement réagi et ont décidé de se mettre en grève dès l'arrivée du navire porte

conteneur suivant, et de refuser de le traiter.

Une telle mesure prise par les travailleurs aurait porté préjudice aux planteurs de banane, de la SICA-ASSOBAG, dont les bananes seraient restées à Quai. A l'arrivée du bateau, ceux-ci sont donc intervenus auprès de la direction de la CGM afin que le conflit puisse être réglé sans qu'il n'y ait de perte pour eux.

Un accord entre la SICA-ASSOBAG et le syndicat MASU était en effet intervenu où la SICA prenait position pour que la CGM fasse respecter la liberté d'action des syndicats sur ses navires.

En fin de compte, la CGM s'est retrouvée isolée dans cette affaire.

Alois que les médias commencent déjà leur sempiternelle chanson anti-gréviste sur «l'économie mise en danger» etc...ils ont dû la boucler et constater que les travailleurs avaient su se faire respecter !

Face à la mobilisation et à la détermination des travailleurs du port, qui refusaient tout chargement tant que des mesures ne seraient pas prises pour que leur dignité soit respectée, la direction de la CGM a cédé et a sanctionné les officiers agresseurs.

Pointe-à-Pitre : ECHEC A UN LICENCIEMENT RACISTE

Le vendredi 14 septembre, les ouvriers du chantier Crédit Agricole de l'entreprise SATOM ont entamé une grève pour exiger la réintégration d'un de leurs camarades que le conducteur de travaux, un Blanc, connu pour ses propos racistes à l'égard des travailleurs voulait licencier. Ce conducteur de travaux a prétendu qu'à la suite d'une discussion avec l'ouvrier, ce dernier l'avait tenu par le col et bousculé avant de déchirer sa chemise.

La version de l'ouvrier est tout autre. En fait, le chef des travaux, comme il en a l'habitude, l'avait traité de «faïnéant», et même de «sale nègre». Il l'aurait menacé de le frapper à l'aide d'un câble alors qu'il descendait de son échafaudage. Et l'ouvrier réagit promptement en le tenant par le col de sa che-

mise et l'a secoué. La chemise du blanc se serait alors déchirée.

Le chef des travaux n'a rien voulu entendre. Il maintenait sa décision. La grève a continué le lundi totalement. Le lendemain mardi, les syndicats ont décidé de changer de forme d'action. La grève a continué sous forme de grève perlée : une heure de travail, une heure de grève et ce pendant plusieurs jours.

Finalement, c'est le directeur de l'entreprise qui est intervenu et a cédé : l'ouvrier menacé de licenciement a été réintégré et le travail a repris le mercredi 26.

Comme pour le conflit du port avec la CGM, c'était une grève des Travailleurs pour la dignité. Et là encore la conclusion est nette : rien ne sert de céder, il faut tenir jusqu'au bout.

MICHAUX CHEVRY APPROUVE LE PEN

L'opportunisme de Michaux Chevry est bien connu, mais somme toute, la trajectoire de la gauche socialiste à la droite départementaliste qu'elle a accomplie avec habileté pour prendre la tête du peloton des politiciens affairistes et arrivistes, n'est cependant pas exceptionnelle. Comme disait récemment sur RFO le sénateur Dagonia, socialiste, citant toute une série de politiciens qui composent la droite locale, «machin est un socialiste, Pierre, Paul, Jacques tous étaient socialistes et sont aujourd'hui de droite». Bon ! donc, rien d'extraordinaire dans le cas de Michaux Chevry. Mais elle a dépassé ses petits copains sur la droite, car elle ne se gêne pas pour afficher une certaine admiration pour le raciste d'extrême droite Le Pen. D'ailleurs, comme on dit, qui se ressemble s'assemble !. Et c'est un journal royaliste d'extrême droite, qui publie la déclaration suivante de Mme Michaux Chevry.

«Le phénomène Le Pen est un phénomène qui, je crois est provisoire, vous savez en période de déséquilibre, en période d'inquiétude, les discours les plus simples, qui apparaissent comme des discours de combat, même non-mouchetés, sont de nature à retenir l'attention. Que dit Monsieur Le Pen ? Monsieur Le Pen revient sur des idées et des principes, les notions de famille les notions de traditions, qui sont des notions d'équilibre. Et dès lors qu'il ait obtenu ce score, c'était tout à fait normal. Je crois, qu'actuellement, le discours politique doit changer, je crois que l'homme politique ne doit plus aller au combat avec une carcasse qui le protège des coups.

Je crois qu'il faut aller au combat politique poitrine déployée, et avec ce qu'on a dans ses tripes, et dire ce que l'on pense, c'est dur, mais c'est payant.»

UNE RENTREE SCOLAIRE SOUS LE SIGNE DE L'AUSTÉRITÉ

Contrairement aux affirmations du Recteur Juminer selon lesquelles la rentrée était «bonne», force est de constater que la réalité est tout autre. Jugez-en :

Plus d'une semaine après la rentrée, nombre de M.A (environ 140) n'étaient pas encore affectés ou, quand ils l'étaient, c'était pour se retrouver à deux sur un même poste, la grande majorité des adjoints d'enseignements de nombreuses disciplines, telles l'espagnol, l'anglais, l'histoire et la géographie se trouvaient affectés sur des postes qui ne relèvent pas de leur spécialité.

Tel A.E. d'espagnol par exemple, se trouve sur un poste de lettres classiques

ou modernes, tel autre A.E. d'anglais, sur un poste de lettres-arts plastiques, plus d'une centaine d'instituteurs en étaient encore à attendre leur affectation alors même que dans de nombreux établissements les élèves n'avaient pas encore leur maître.

Environ 750 jeunes des L.E.P. n'étaient pas encore sûrs d'être repris. Quand on sait que la grande majorité des enfants qui fréquentent les L.E.P. sont issus de milieux socialement très défavorisés, on ne peut s'empêcher de penser que la politique d'austérité du gouvernement Mitterrand-Fabius n'affecte en priorité que les couches les plus pauvres de la société.

Quant aux effectifs des classes, ils sont souvent pléthoriques et dépassent de loin les normes réglementairement fixées. Ainsi par exemple, certaines classes de seconde au lycée ont un effectif de 36 élèves ou plus, dans les collèges en général et particulièrement dans les collèges de commune déjà réputés pour leur taux d'échec scolaire élevé, on retrouve des classes de sixième de 30 élèves, des classes de cinquième de 29 élèves, des quatrièmes de 29 élèves. On est bien loin de la norme de 24 élèves par classe au collège !.

Quand on ne crée plus de postes pour les enseignants qui y sont norma-

lement destinés, quand la plus grande pagaille existe au regard du respect des statuts de chaque catégorie d'enseignants, quand les effectifs des classes dépassent de loin l'effectif réglementaire, il est abusif et voire même malséant de parler de LUTTE CONTRE L'ECHEC SCOLAIRE !.

On le voit, il est grand temps que les travailleurs et la grande masse de la population laborieuse dont, d'ailleurs, la population scolaire sont les fils, ait son mot à dire afin y faire régner une plus grande démocratie, une plus grande justice et d'exiger une éducation décente et convenable pour les enfants de nos pays.

Dernière heure : A PROPOS DE LA LETTRE DU PREFET SUR LA SABLIERE DU GOSIER

Suite à la manifestation de lundi 1er Octobre des habitants du Gosier, le préfet-commissaire de la République a fait publier dans le numéro de mercredi du journal France-Antilles une longue lettre où il se livre à quelques explications sur cette affaire.

On y lit notamment, extrait du rapport fait par un professeur du laboratoire maritime de Nantes et cité par le préfet «L'exploitation au Petit-Havre pourra se faire sans dommages irréversibles pour le milieu marin, évitant ainsi la poursuite d'un pillage des sables dont les conséquences sont selon le professeur en question, désastreuses et affectent le milieu marin littoral de manière plus sensible...»

Mais alors une question se pose : comment se fait-il que quelques tonnes

de sable volées sur le littoral menaçaient plus le milieu marin que des milliers de tonnes extraites chaque jour à moins de 17 mètres de fond et à quelques 3 ou 4 kilomètres des côtes ? En attendant la réponse du préfet Saborin à cette question, il nous permettra d'être profondément sceptique quant à cette affirmation du professeur de Nantes, qui en l'occurrence vivant loin d'ici ne se sent nullement responsable devant la population.

Dans une telle affaire c'est la prudence qui devrait avoir le dessus, l'écologie n'étant pas une science exacte.

Notons également que dans sa lettre le préfet ne nie pas les conséquences que pourrait avoir l'extraction du sable en grande quantité. Il dit qu'il y aura un suivi régulier des opérations

pour mesurer ces conséquences. Ainsi donc s'il y a des conséquences graves les autorités aviseront. Mais alors qui dédommagera les pêcheurs par exemple qui en seront les premiers touchés ? A cela le préfet ne répond pas dans sa lettre. Mais surtout comme ont dit : le mal sera déjà fait ! Qui réparera la nature endommagée ?

Pourquoi M. Saborin ne s'est-il pas plutôt abstenu de donner un avis favorable, d'autant que le rapport ASSOR universitaire de Fouillol, émettait des réserves quant à l'implantation de cette sablière dans cette zone ? Il aurait dû d'autant plus s'abstenir que Assor est très certainement plus soucieux des intérêts de la population, vivant sur place, que le professeur de Nantes, et qu'il a promis par ailleurs de communi-

quer très prochainement la liste des zones où il peut y avoir extraction sans grand dommage, ni pour l'environnement, ni pour la population.

Il ne faut pas oublier que la Guadeloupe est une petite île dont la principale richesse et le principal attrait sont la beauté naturelle (plages, fonds marins, etc...). Il est tout à fait inadmissible que pour une affaire de gros sous on prenne le risque de détériorations qui, du fait de la petitesse auront des conséquences importantes et irréversibles.

Ce n'est pas une affaire d'experts, c'est à la population de dire son sentiment. Et en l'occurrence le bon sens vaut tout simplement mieux que le rapport d'experts vivant à Nantes où les problèmes d'écologie dans un grand pays sont très différents.

TORTURE TEMOIGNE

Nous continuons la publication du témoignage de Michel Joseph, membre du Parti Unifié des Communistes Haïtiens.

Les conditions matérielles étaient très dures : chaque jour, en prison, est une lutte pour la survie. Tout est précieux, tout est vital : le bol de maïs même s'il vous rend malade, le petit morceau de savon, les quelques feuilles de tabac distribuées tous les 15 jours. Toujours l'on attend, et les choses les plus minimes, avec l'angoisse constante d'en être privé car rien n'est jamais acquis. A ce propos, nous avons trouvé un stratagème pour compenser l'absence de papier à cigarettes. Chaque matin, nous recevions pour unique lecture les Oeuvres Essentielles de François Duvalier et les pages de ce livre nous étaient fort précieuses pour rouler des cigarettes. Lorsque les geôliers, découvrirent que le livre partait en fumée, on nous le confisqua définitivement. Nous passions de longues heures à confectionner des jeux de dames ou d'échecs avec de minuscules bouts de savon et un damier tracé sur le sol à l'aide d'un morceau de plâtre arraché au mur.

Mais si les privations matérielles sont dures, un des aspects essentiels de la vie en prison est le rapport avec les autres, ceux avec qui l'on vit en totale promiscuité pendant des jours et des jours. Dans le «carré No 2», nous étions tous considérés comme des prisonniers politiques mais l'acception de ce terme est fort large en Haïti. Ainsi-ai-je vu des politiciens tels que Clémard Joseph Charles (se trouvant dans le carré No.

1) des soldats et des officiers accusés d'avoir participé au complot organisé par Cayard en 1971 et bien d'autres contre lesquels le régime se retournait sans qu'ils fussent des opposants.

Au début, l'atmosphère était amicale dans la cellule, d'ailleurs quand le prisonnier arrive, il est en général bien accueilli. Il vient du dehors et tout le monde est avide de nouvelles, quelque temps après, l'intérêt s'est émoussé, il est devenu comme les autres. Ce qui a rendu surtout l'atmosphère plus difficile c'est l'ensemble plus ou moins hétéroclite que nous formions et à partir de là la difficulté des rapports que cela créait entre nous. Si l'on n'est pas décidé à résister - et pour cela soutenu par de solides convictions - la prison exerce un effet très corrosif. Le manque de toutes choses, la promiscuité continuelle, l'enfermement prolongé exacerbent l'individualisme et très rapidement cela peut devenir le «sauve-qui-peut» général. On est alors prêt à s'entredéchirer pour tout et rien, pour une cuillerée de maïs, des feuilles de tabac, en même temps que se développe un subjectivisme incontrôlé. Voilà ce qui pour moi à certains moments a été le plus dur, ce sentiment d'isolement presque de peur même en voyant comment un être humain peut être dépersonnalisé, dégradé dans une certaine mesure. Cependant, si la prison détruit certains, elle fait jaillir chez d'autres des réactions insoupçonnées et il en est, que j'ai connus, qui ont su donner son sens le plus haut au mot fraternité.

Suite dans le prochain No

Suite de l'éditorial.

Vrai ou pas la question n'est pas là. Le problème c'est que même si aucun de tous ces cadres ou patrons blancs n'est raciste le fait est qu'ils subissent la conséquence d'une situation où systématiquement la majorité de ceux qui encadrent, dirigent et décident dans ces pays sont des blancs.

Et c'est cela qui est choquant.

Quand on veut déterminer dans un pays multiracial la situation d'infériorité d'une communauté par rapport à une autre on étudie systématiquement la participation de chacune d'elle à l'économie et leur situation sociale respective.

Si, systématiquement on découvre (découverte facile à faire ici puisque les deux communautés ont la caractéristique d'être de couleur différente) que l'une des communautés (la blanche) est à la tête de tout, dirige, encadre, décide et que l'autre qui est de surcroît largement majoritaire se trouve en situation d'infériorité économique, sociale et politique comment appeler cela autrement qu'un «racisme officiel». Admis et protégé par une administration blanche elle aussi !.

Faut-il que les Noirs soient racistes envers les Blancs ? Les travailleurs qui protestent se battent dénoncent certains Blancs sont-ils racistes ? Nous ne le croyons pas. Dans des Antilles où la majorité noire aura la direction du pays y

aura-t-il place pour que les Blancs vivent comme tout le monde ? Bien sûr. Mais tant que nous vivrons dans cette fausse situation où nous avons «un pied dedans et un pied dehors» ni tout à fait assimilés ni tout à fait libres de décider, donc de diriger ces pays où nous sommes majoritaires, les actes des Blancs seront toujours entachés du soupçon de racisme et de paternalisme et on ne peut même rien contre cela.

Les Antilles sont des colonies qui sont directement administrées par un état qui se trouve à 7000 kilomètres qui y délègue des proconsuls Blancs.

Les Blancs en général se trouvent donc tous avoir l'inconvénient de porter la couleur de l'opresseur et de l'exploiteur aux Antilles.

C'est d'ailleurs aussi pour les travailleurs un piège à éviter. La couleur de la peau ne définit pas l'exploiteur et l'opprimeur.

Remplacer le pouvoir des Blancs par celui des Noirs en général, cela conduira tout aussi sûrement à maintenir l'exploitation et même l'arrogance et le mépris des possédants noirs.

Il faut à la fois mettre fin au racisme officiel blanc, mais aussi à l'exploitation elle-même. C'est la masse laborieuse noire, la masse des pauvres qui pourra le faire à l'avenir par sa lutte et par la prise en main de la direction de nos pays.

Après 8 jours de grève, les travailleurs de chez Renault ont obtenu la satisfaction de la plupart de leurs revendications. Ils ont obtenu une prime de fin d'année de 320 F, une augmentation de salaire de 1 % à partir du 1er Octobre, la possibilité de choisir la date de leur cinquième semaine de congé payé.

Concernant l'emploi, la direction avait annoncé au mois de juillet que 15.300 emplois pourraient être supprimés dans les deux années à venir. La direction s'est engagée pour l'instant à ce qu'il n'y ait pas de licenciements, mais des «reclassements» de travailleurs, à condition que ceux-ci acceptent leur mobilité sur le plan géographique.

La grève des travailleurs de Renault a donc été un succès, alors que les précédentes grèves de l'automobile en France, comme la grève de Citroën contre les licenciements, il y a quelques mois, n'avaient pas fait céder les patrons, ni le gouvernement qui leur avait donné l'autorisation de licencier.

Mais à l'heure actuelle, les communistes ont quitté le gouvernement. Et ils cherchent probablement à regagner la confiance d'un certain nombre de travailleurs qui avaient été déçus par leur attitude et celle de la CGT, quand le PC faisait partie d'un gouvernement qui autorise des milliers de licenciements pour plaire aux capitalistes.

Cette perte de confiance s'était traduite par le score réalisé aux élections européennes par le PCF, ainsi que par la perte d'un certain nombre de municipalités dirigées auparavant par le PC.

PC et CGT se donnent donc une allure plus combative. Dans le cas de Citroën, par exemple, la grève avait démarré sous la pression de la colère des travailleurs, alors que la décision de licenciement était déjà prise par les patrons avec l'accord du gouvernement. Chez Renault, le syndicat a pris les devants et mobilisé les travailleurs dès l'annonce de futurs licenciements, ce qui a permis de faire céder la direction plus facilement sur ce point, du moins temporairement.

Mais si la grève de chez Renault montre qu'une mobilisation menée et démarrée assez tôt peut être efficace, la CGT a tout de même limité cette mobilisation à un seul secteur, l'automobile, et à une seule firme, Renault. Ceci alors que les licenciements, la perte du pouvoir d'achat, l'accélération des cadences sont la règle générale pour les travailleurs de tous les secteurs et principalement pour ceux de toute la métallurgie.

Même dans cette période de crise où les patrons cèdent difficilement aux revendications des travailleurs, la grève de Renault montre qu'il reste malgré tout possible de les faire céder, et que les travailleurs de toute la métallurgie par exemple, et tous ceux qui sont menacés ont la possibilité de les faire reculer comme ceux de chez Renault. Mais pour cela, il faudrait une mobilisation générale des travailleurs, et non une grève limitée aux travailleurs d'une seule firme. Cela, la CGT se refuse toujours à le faire.

MICHAUX CHEVRY S'EN VA-T-EN

GUERRE «IL FAUT ALLER AU COMBAT POLITIQUE POITRINE DEPLOYEE, AVEC CE QU'ON A DANS SES TRIPES».

Le parti de Michaux Chevry, le LPG, s'est récemment réuni et ce fut l'occasion pour elle de donner le coup d'envoi de sa campagne électorale pour les prochaines cantonales de mars 85. Elle lance le sprint de loin, car l'enjeu est de taille. En effet, dans ce petit monde de la politique, crocs en jambe et coups bas font partie de la vie, et Michaux Chevry qui aujourd'hui est présidente du Conseil Général, est très inquiète pour son poste, car bien qu'elle ait fait des efforts de rapprochement avec le gouvernement socialiste, il n'est pas certain que les socialistes locaux ne lui fassent pas payer le mauvais tour qu'elle leur a joué autrefois en donnant la majorité du Conseil Général à la droite. Si le gouvernement socialiste envisage ici comme en France de redécouper les cantons, de façon à en créer de nouveaux, trois ou quatre de plus aux Abymes, un à Capesterre, c'est quand même pour favoriser ses amis les

plus fidèles. En tout cas ceux-ci l'entendent de cette oreille. L'épineux problème pour Michaux Chevry sera de garder la majorité qu'elle avait acquise aux dernières élections régionales dans chacun des cantons. Mais là où le bas blesse pour elle, c'est que les deux modes de scrutin ne sont pas pareils. Aux régionales, elle avait eu la majorité, dans un scrutin de liste à la proportionnelle, tandis que pour les cantonales c'est un scrutin uninominal à la majorité simple. Donc il n'est pas évident du tout que dans un scrutin de ce type, son poids personnel va profiter à chacun des candidats que se réclameront du LPG dans chacun des cantons. D'où l'inquiétude qui perce dans ses comportements et ses discours. Au royaume des combinaisons politiciennes, elle n'est pas certaine de sortir gagnante. Mais comme on dit, qui vivra verra.

PTT : Contrôle du courrier en provenance des Antilles-Guyane

Nous publions ci-dessous une information parue dans le No 20 du journal Tropic Magazine.

Le courrier est de plus en plus lent entre la France et les Antilles-Guyane. Savez-vous pourquoi ? Il est systématiquement contrôlé au départ pour voir s'il ne contient pas d'explosifs. C'est le Ministre des P.T.T. lui-même qui l'a reconnu lors de son dernier séjour en Guyane, le 4 août dernier.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser

toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728